

**Quel avenir pour l'Union Européenne
à l'issue du vote britannique ?
avec le Président Valéry Giscard d'Estaing**

Louis Giscard d'Estaing introduit le forum en rappelant le travail précédemment effectué par Les-IDees.fr et les Bâisseurs à l'occasion de leurs derniers événements. Il rappelle que ces colloques participent à l'élaboration d'un programme qui sera communiqué à la rentrée. Il insiste sur la tribune qui est offerte à Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de cette rencontre pour développer sa vision de la construction européenne. Son fils rappelle en effet que celui-ci fut durant l'ensemble de sa vie un des fervents défenseurs de la cause européenne sur notre continent, voyant dans l'union le meilleur moyen d'effacer les guerres d'antan par la coopération la plus rapprochée possible entre États européens.

Le Président Valéry Giscard d'Estaing commence son propos en replaçant le Brexit dans le cadre des traités européens existants. L'ancien président de la République reconnaît avoir rédigé une part importante de la procédure permettant à un Etat membre de sortir de l'Union. En effet, le traité de Lisbonne inclut la possibilité d'un retrait volontaire de l'Union Européenne. Le président fait par ailleurs un bref rappel de la situation dans laquelle se trouvait jusque-là le Royaume-Uni au sein de l'Union. Selon lui, Londres a toujours perçu l'UE comme une « prison » car jusqu'au traité de Lisbonne aucune sortie de l'union n'était alors possible.

Après ce bref rappel, le Président se penche ensuite sur la situation actuelle de l'Europe au lendemain du vote britannique. L'esprit de l'Union Européenne selon Valéry Giscard d'Estaing se concentre sur l'€uro et sur l'espace Schengen. Or les britanniques n'adhéraient à aucun de ces systèmes. Par ailleurs il souligne que le traitement du Brexit comme un évènement financier mondial majeur est exagéré dans la mesure où les bourses qui avaient chuté au lendemain du vote avaient pour la plupart amorcé leur rebond, au bénéfice des spéculateurs.

Valéry Giscard d'Estaing, affirme par ailleurs que le cœur de l'Europe, à savoir les pays fondateurs, n'est pas touché. Finalement l'Europe revient à une situation qu'elle a déjà connue par le passé jusqu'en 1973, date à laquelle malgré ce que Winston Churchill avait toujours défendu, le Royaume-Uni avait rejoint par intérêt la CEE.

L'ancien président de la République dégage ensuite des perspectives sur l'avenir de l'Union en mettant en exergue les futures relations avec le Royaume-Uni (principalement des échanges économiques, via un traité de libre-échange) mais également la poursuite de la construction européenne. Pour le Président l'objectif primordial est de reprendre la construction européenne en vue de l'émergence d'une puissance économique moderne et de taille mondiale. Il ne manque pas de rappeler que les traités actuels sont suffisants à la réalisation de ces objectifs.

Cependant le problème majeur en Europe est bel et bien le manque de volonté politique et de rigueur des États et de leurs représentants. A titre d'exemple la France demeure le pays qui applique le moins bien les exigences en matière de réduction de déficit. A cela s'ajoute le manque cruel de projet d'avenir de la part des mêmes dirigeants politiques. Si l'époque a changé avec la disparition des risques de guerres européennes, dans l'intervalle de grandes puissances économiques mondiales comme la Chine, l'Inde et à un degré moindre le Brésil ont émergé avec des populations importantes. Par conséquent, il est, nécessaire selon le Président de faire émerger en Europe une puissance avant tout

économique afin de maintenir le prestige de notre continent, même si aujourd'hui l'Union Européenne est et demeure la première puissance commerciale mondiale.

Dans cette perspective d'avenir, le Président Giscard d'Estaing insiste tout particulièrement sur la méthode. Pour poursuivre la construction européenne, il faut un système fiscal européen convergent en vue d'aboutir à la création d'un Impôt Européen. Le Président va jusqu'à se prononcer en faveur de la création d'un même impôt sur le revenu à l'échelle européenne. L'objectif à terme est de parvenir à un équilibre budgétaire, qui, conjugué à une fiscalité identique conduit alors à la création d'une même dette (au lieu des dix-huit existant actuellement). Cette dette serait alors la plus recherchée du monde selon lui.

En conclusion à son intervention, pour mettre en place ces perspectives d'avenir et relancer la construction européenne le Président réaffirme la nécessité d'avoir des leaders dotés d'une réelle volonté politique.

Hervé Morin débute son intervention par un rappel des conséquences du Brexit sur le bon fonctionnement de l'Union Européenne en s'interrogeant sur la véritable portée de celui-ci. Le Brexit représente un échec pour le vivre-ensemble des États européens au sein de l'Union qui est caractérisée par un poids trop important de la méthode intergouvernementale et de la prise en compte trop forte des intérêts nationaux. Cependant le Brexit n'est pas un drame dans la mesure où les Anglais ont toujours eu une approche différente sur leur vision de l'Europe et ont freiné voire bloqué l'ensemble des initiatives européennes et des accords européens.

Selon le président des Bâisseurs, nous n'avons plus aujourd'hui d'ambition en terme d'Europe, ni d'horizon européen commun alors que celui-ci est le plus bel horizon possible. Pour rebâtir une union solide, il faut procéder à une Europe à deux cercles : un cercle politico-monnaire et un cercle économique par ailleurs zone de libre-échange.

- Au sein du premier cercle il faut repenser entièrement les conditions de vote pour faciliter la prise de décision et favoriser l'obtention d'un véritable budget européen.
- Au sein du second cercle de libre-échange il faut encourager la coopération économique

L'Europe en tant que continent est l'espace civilisationnel qui est parvenu à concilier au mieux l'ensemble des valeurs fondamentales : la liberté et la paix, la liberté et la sécurité, la liberté et l'égalité. Nous sommes parvenus à sortir de la compétition meurtrière du début du XXème siècle pour aller vers la coopération entre les États et l'amitié entre les peuples.

Cependant pour parvenir à une union solide et efficace il nous faut des leaders européens. Cela n'est pas le cas aujourd'hui entre un François Hollande qui est fragilisé et manque de crédibilité sur le plan politique et Angela Merkel dont l'influence est amoindrie. Nous sommes donc condamnés à des petits bricolages entre chefs d'États jusqu'à ce qu'un mouvement de pensée europhile se hisse à nouveau au sommet des nations qui comptent en Europe.

Pour Joachim Bitterlich, le Brexit ne doit pas provoquer d'agitation excessive en Europe mais doit cependant être traité de la bonne manière par les dirigeants anglais qui entrent dans une phase d'insécurité budgétaire et monétaire qu'ils vont devoir rapidement appréhender. Il faut aussi parler de l'agenda politique du Royaume-Uni qui risque l'éclatement après ce vote. Concernant les négociations à venir entre Bruxelles et Londres, il est nécessaire de respecter un fair-play des deux côtés sans en outre accorder autant

d'avantages au Royaume-Uni comme par le passé. Afin de relancer l'Union Européenne, il ne faut pas de nouvelle convention. Les traités actuels sont en effet suffisants. La priorité pour l'Union Européenne est de regagner la confiance et de combler un fossé qui s'élargit entre le politique et les citoyens. En cela il apparaît nécessaire de construire un plan de travail pour l'Europe d'ici 2020.

Depuis Maastricht, rappelle Joachim Bitterlich, l'Union Européenne interagit avec les États à propos de deux questions de souveraineté nationale à savoir la sécurité et le budget. L'ancien diplomate s'interroge alors sur les différents projets européens tombés dans l'oubli qui auraient pu résoudre nombre de problématiques actuelles (en 1988 le projet d'un FBI européen, en 1991 le projet d'une politique d'immigration commune, ou encore le projet d'une armée européenne). Aujourd'hui c'est bien Schengen qui risque d'être le fossoyeur de l'Union tant son utilité et son efficacité sont remises en cause. Il apparaît alors nécessaire de faire émerger un mode de coopération entre Bruxelles et les nations, l'objectif étant par la suite de pousser le conseil européen vers la création d'un Sénat européen composé par des représentants des parlements nationaux et restaurant ainsi un sentiment de confiance avec les citoyens européens.

Pour Marine Caron, Conseillère Départementale de Seine-Maritime, la jeunesse européenne porte avec l'Union Européenne un message de foi et d'espérance en l'avenir. Ceci s'illustre par le fait que 75 % des 18-24 ans britanniques aient voté en faveur du maintien de leur pays dans l'Union. Elle rappelle par ailleurs sa génération est née européenne et entend le rester. L'Europe affirme-t-elle est « notre passé, notre présent et notre futur ». Il existe un besoin d'Europe dans la collaboration économique, universitaire ou encore culturelle entre les nations européennes. Selon l'élue normande, « il faut plus d'Europe pour mieux d'Europe. » Afin que la construction européenne puisse être poursuivie, il apparaît alors nécessaire de se baser sur le couple franco-allemand.

Toutefois, l'Europe est critiquable selon elle. Le sentiment général fait notamment ressortir un caractère d'impuissance collective, une Europe technocratique, sans objectifs clairs et qui ne prend pas de décision. Elle rejoint le Président Giscard d'Estaing en pointant un manque criant de leadership sur notre continent. Il n'en demeure pas moins qu'en dépit des critiques il existe toujours un besoin d'Europe. En citant Victor Hugo et son appel aux « Etats-Unis d'Europe », Marine Caron illustre à la fois la réussite de l'Union Européenne au siècle dernier mais aussi l'espoir non-concrétisée pour l'instant d'une pleine intégration des États européens au sein d'un espace commun.

En conclusion, quelques idées fortes ont émergé au cours de ce colloque. Il est tout d'abord nécessaire pour l'Union Européenne de se concentrer sur un projet économique plus intégré avec dans un premier temps l'enjeu de la convergence fiscale entre les différents pays européens. Il est également fondamental de modifier le mode de fonctionnement de l'union européenne, notamment dans la prise de décision, la représentativité et la composition du parlement européen pour retrouver un lien de proximité avec les populations nationales. Il faut davantage associer les peuples européens au parlement Européen

Pour mener à bien ce nouveau projet, européen nous n'avons pas besoin de nouveau traité mais d'une nouvelle volonté politique et surtout des leaders capables de l'incarner. Les États européens fondateurs de l'Union doivent développer leurs projets d'intégration, pour eux-mêmes, sans chercher à entraîner, comme ils l'ont fait dans le passé au sein des institutions européennes, leurs partenaires dans une intégration qu'ils refusent. Ces États doivent continuer à participer individuellement aux débats de l'Europe à 27. Ainsi, l'intégration croissante de leurs économies les conduira sans doute à adopter des positions communes, sans que cela les prive de leur liberté politique.